

## **Cadre juridique régissant le déploiement des compteurs Linky**

---

**Le déploiement des compteurs Linky, dans la perspective de couvrir 100 % des dispositifs de comptage des installations d'utilisateurs raccordées en basse tension, s'inscrit dans le cadre de la mission de service public incombant à ERDF. Les charges afférentes à ce déploiement donnent lieu à une couverture tarifaire approuvée par le régulateur (Commission de régulation de l'énergie). Tout obstacle apporté à ce déploiement irait à l'encontre des obligations légales et réglementaires auxquelles le distributeur est tenu.**

### **1. Ce cadre juridique trouve en premier lieu sa source dans le droit communautaire.**

La **Directive européenne n°2009/72 du 13 juillet 2009** concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE prévoit, dans **annexe I. §2**, que :

*« Les États membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture d'électricité. La mise en place de tels systèmes peut être subordonnée à une évaluation économique à long terme de l'ensemble des coûts et des bénéfices pour le marché et pour le consommateur, pris individuellement, ou à une étude déterminant quel modèle de compteurs intelligents est le plus rationnel économiquement et le moins coûteux et quel calendrier peut être envisagé pour leur distribution.*

*Cette évaluation a lieu au plus tard le 3 septembre 2012.*

*Sous réserve de cette évaluation, les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, fixent un calendrier, avec des objectifs sur une période de dix ans maximum, pour la mise en place de systèmes intelligents de mesure.*

*Si la mise en place de compteurs intelligents donne lieu à une évaluation favorable, au moins 80 % des clients seront équipés de systèmes intelligents de mesure d'ici à 2020.*

*Les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, veillent à l'interopérabilité des systèmes de mesure à mettre en place sur leur territoire et tiennent dûment compte du respect des normes appropriées et des meilleures pratiques, ainsi que de l'importance du développement du marché intérieur de l'électricité. »*

C'est donc au regard de ces dispositions que l'objectif consistant à équiper au moins 80 % des clients de systèmes intelligents de mesure dès 2020 trouve son fondement, dès lors que la mise en place des compteurs intelligents a donné lieu à une évaluation favorable.

Sur ce dernier point, on relèvera que la Commission de régulation de l'énergie, par délibération du 7 juillet 2011 portant communication sur les résultats de l'expérimentation d'Electricité Réseau Distribution France (ERDF) relative au dispositif de comptage évolué Linky, a proposé, sur la base des résultats de cette expérimentation, de « généraliser le dispositif de comptage de l'électricité communiquant baptisé « Linky » », en relevant notamment que « au vu des résultats de l'expérimentation Linky et des enquêtes de satisfaction, [.....] les moyens mis en oeuvre par ERDF pour déployer Linky sont satisfaisants. »

## 2. En second lieu, ce cadre juridique a été décliné en **droit interne**.

### **2.1. Sur le plan législatif, l'article L341-4 du code de l'énergie** dispose notamment que :

*« Les gestionnaires des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité mettent en œuvre des dispositifs permettant aux fournisseurs de proposer à leurs clients des prix différents suivant les périodes de l'année ou de la journée et incitant les utilisateurs des réseaux à limiter leur consommation pendant les périodes où la consommation de l'ensemble des consommateurs est la plus élevée.*

*Dans le cadre du déploiement des dispositifs prévus au premier alinéa du présent article et en application de la mission fixée au 7° de l'article L. 322-8, les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité mettent à la disposition des consommateurs leurs données de comptage, des systèmes d'alerte liés au niveau de leur consommation, ainsi que des éléments de comparaison issus de moyennes statistiques basées sur les données de consommation locales et nationales..... »*

Le déploiement des compteurs Linky vise précisément à satisfaire à ces dispositions, compte tenu des potentialités offertes par ces compteurs, tenant notamment à la mise à disposition des données de comptage.

### **2.2. Sur le plan réglementaire, on relèvera que l'article R341-4 du code de l'énergie** prévoit notamment que :

*« Pour l'application des dispositions de l'article L. 341-4 et en vue d'une meilleure utilisation des réseaux publics d'électricité, les gestionnaires de réseaux publics de transport et de distribution d'électricité mettent en œuvre des dispositifs de comptage permettant aux utilisateurs d'accéder aux données relatives à leur production ou leur consommation et aux tiers autorisés par les utilisateurs à celles concernant leurs clients. Les dispositifs de comptage doivent comporter un traitement des données enregistrées permettant leur mise à disposition au moins quotidienne.... ».*

**L'article R. 341-6 du code de l'énergie** (issu de l'article 4 du décret du 31 août 2010) dispose pour sa part que :

*« un arrêté du ministre chargé de l'énergie pris sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie précise, au vu notamment des exigences d'interopérabilité du système, les fonctionnalités et les spécifications des dispositifs de comptage prévus à l'article R. 341-4..... »*

Il s'agit de l'arrêté du 4 janvier 2012 pris en application de l'article 4 du décret n°2010-1022 du 31 août 2010 relatif aux dispositifs de comptage sur les réseaux publics d'électricité.

On relèvera également que **l'article R341-8 du code de l'énergie** impose un calendrier précis de déploiement visant à couvrir 100 % des dispositifs de comptage des installations d'utilisateurs raccordées en basse tension :

*« Les gestionnaires des réseaux publics d'électricité mettent en place les dispositifs de comptage conformes aux prescriptions de l'arrêté prévu à l'article R. 341-6, dans les conditions suivantes :*

*.....*

*D'ici au 31 décembre 2020, 80 % au moins des dispositifs de comptage des installations d'utilisateurs raccordées en basse tension (BT) pour des puissances inférieures ou égales à 36 kilovoltampères sont rendus conformes aux prescriptions de l'arrêté prévu à l'article R. 341-6, dans la perspective d'atteindre un objectif de 100 % d'ici 2024.*

*D'ici au 31 décembre 2020, tout gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité desservant cent mille clients et plus ainsi que le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité rend, pour les installations d'utilisateurs raccordées en basse tension (BT) pour des puissances supérieures à 36 kilovoltampères ou raccordées en haute tension (HTA ou HTB), conformes aux prescriptions de l'arrêté prévu à l'article R. 341-6 la totalité des dispositifs de comptage mis en place aux points de raccordement à ses réseaux concédés.*

*Sous réserve des contraintes techniques liées à leur déploiement, les dispositifs de comptages sont installés en priorité chez les personnes en situation de précarité énergétique. »*

Le déploiement des compteurs Linky consiste donc à se conformer à ces dispositions réglementaires, en offrant aux utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité les potentialités requises, tenant notamment à permettre un accès aux données de comptage et un traitement de ces dernières afin d'assurer une mise à disposition au moins quotidienne.

Le calendrier associé à ce déploiement vise également à satisfaire à ces prescriptions réglementaires.

**3. Notons enfin que le Conseil d'Etat a déjà été amené à se prononcer sur la possibilité de procéder au déploiement des compteurs Linky au regard de considérations tenant à la santé et au principe de précaution.**

Dans un arrêt du 20 mars 2013 (« Robin des Toits » – requête n°354321), il constate ainsi qu'aucun obstacle de ce type ne peut être opposé au déploiement :

*« il ne ressort pas des pièces du dossier que des éléments circonstanciés feraient apparaître, en l'état des connaissances scientifiques, des risques, même incertains, de nature à faire obstacle au déploiement de dispositifs de comptage dont les caractéristiques sont fixées par l'arrêté attaqué »*

*« les rayonnements électromagnétiques émis par les dispositifs de comptage et les câbles n'excèdent ni les seuils fixés par les dispositions du décret du 18 octobre 2006 relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques, pris pour transposer la directive du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant la compatibilité électromagnétique, ni ceux admis par l'Organisation mondiale de la santé ».*